

To all

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.  
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
REF: 19:01 24-06-83 000155764 - 000156988

TELEX NO 110712-SG- B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 131 DU 24.06.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

432

1.1. CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART

LA COMMISSION A TENU UNE SEANCE SPECIALE LUNDI MATIN POUR EVALUER LES RESULTATS DE STUTTGART OU UNE CRISE A ETE BVITEE. LA POSSIBILITE EXISTE MAINTENANT D'ABORDER DE FRONT LES GRANDS DOSSIERS SUR LESQUELS LA COMMUNAUTE BUTE DEPUIS PLUSIEURS ANNEES : ELARGISSEMENT, FINANCEMENT, ADAPTATION DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE, NOUVELLES POLITIQUES. A CE TITRE, LE CONSEIL EUROPEEN A ETE UN SUCCES, MAIS PRESQUE TOUT RESTE ENCORE A FAIRE.

MERCREDI, LA COMMISSION A ARRETE UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES D'ORGANISATION POUR EXECUTER D'ICI LE 1ER AOOT PROCHAIN LES MANDATS QUE LE CONSEIL EUROPEEN LUI A CONFIES, NOTAMMENT EN MATIERE DE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ET DE CONDUITE DES FONDS STRUCTURELS. DEUX TASK FORCES ONT ETE MISES EN PLACE ET UN CALENDRIER SERRE DE REUNIONS A ETE FIXE POUR TOUT LE MOIS DE JUILLET.

LA COMMISSION AURA LE 29 JUIN UN DEBAT D'ORIENTATION SUR LES INITIATIVES NOUVELLES QU'ELLE POURRAIT ENVISAGER DE SOUMETTRE EN VUE DU CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES, NOTAMMENT AU TITRE DES POLITIQUES ET ACTIONS NOUVELLES' ' OU EN MATIERE ECONOMIQUE ET SOCIALE.

LA COMMISSION A DECIDE DE DONNER UNE PRIORITE ABSOLUE A SES TRAVAUX LIES AU SUIVI DE STUTTGART PENDANT TOUTE LA DEUXIEME MOITIE DE JUILLET.

DE SON COTE LE CONSEIL TIENDRA LE 8 JUILLET SA PREMIERE ' 'SESSION SPECIALE' ' QUI DEVRAIT PRINCIPALEMENT ORGANISER SES TRAVAUX FUTURS EN VUE DU CONSEIL D'ATHENES. (A L'ISSUE DU CONSEIL DE STUTTGART, LE PRESIDENT THORN S'ETAIT FELICITE QUE LA PROCEDURE D'URGENCE ADOPTEE S'INSCRIVE DANS LE CADRE COMMUNAUTAIRE. LA COMMISSION Y SERA DONC PLEINEMENT ASSOCIEE. LES TRAVAUX DE CES SESSIONS NE SERONT PAS PREPAREES PAR LE COREPER).

1.2. PRIORITES 2EME SEMESTRE 83

LA COMMISSION A RECU MERCREDI LES REPRESENTANTS DE LA PROCHAINE

PRESIDENCE GRECQUE , LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, M. HARALAMBOPOULOS, LE SECRETAIRE D'ETAT, VARFIS ET L'AMBASSEUR DIMADIS, REPRESENTANT PERMANENT. LA DISCUSSION A PORTE SUR LES TACHES PRIORITAIRES DE LA PRESIDENCE GRECQUE : AVANT TOUT LA MISE EN OEUVRE DES ORIENTATIONS ARRETEES AU CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART, MAIS AUSSI LES AUTRES QUESTIONS PRIORITAIRES COMME L'ELARGISSEMENT, LE RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE LOME, LES TRAVAUX SUR LES TRANSPORTS, LE MARCHÉ INTERIEUR, LES PROGRAMMES MEDITERRANEENS INTEGRES, ETC... LE MINISTRE A SOULIGNE LA DETERMINATION DE LA GRECE DE TOUT METTRE EN OEUVRE POUR QUE LE CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES SOIT UN SUCCES COMMUNAUTAIRE, AINSI QUE SA VOLONTE DE COOPERER ETROITEMENT AVEC LA COMMISSION.

-----  
2.1. CONSEIL 'ENVIRONNEMENT' (17.6)  
-----

LE CONSEIL A ADOPTE DEUX DIRECTIVES, L'UNE PREVOYANT UNE NOUVELLE REDUCTION DE 20 A 30 O/O DES GAZ D'ECHAPPEMENT DES MOTEURS AUTOMOBILES (DIESELS) ET L'AUTRE REGLEMENTANT LA POLLUTION CAUSEE PAR LES SUBSTANCES DANGEREUSES DEVERSEES DANS LE MILIEU AQUATIQUE (CADMIUM). CETTE DERNIERE, QUI CONSTITUE LA 2EME DIRECTIVE D'APPLICATION DE LA DIRECTIVE-CADRE (1976) COMPORTE, COMME CELLE SUR LE MERCURE, UNE DOUBLE APPROCHE PREVOYANT DES VALEURS LIMITES COMMUNAUTAIRES ET DES OBJECTIFS DE QUALITE.

DES PROGRES ONT ETE ENREGISTRES DANS LES DOSSIERS SUIVANTS :  
- FINANCEMENT DES ACTIONS COMMUNAUTAIRES POUR L'ENVIRONNEMENT,  
- LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN PROVENANCE DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ('PLUIES ACIDES'),  
- DIMINUTION DE LA PRESENCE DE PLOMB DANS L'ESSENCE, A DEFAUT DE SON ELIMINATION,  
- EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT DE CERTAINS OUVRAGES PUBLICS ET PRIVES,  
- TRANSFERTS FRONTALIERS DES DECHETS DANGEREUX. SUR CE DERNIER POINT, LE CONSEIL A DECLARE QUE DES MESURES URGENTES SONT NECESSAIRES ET A DEMANDE AU COREPER DE TROUVER RAPIDEMENT UN ACCORD SUR UN INSTRUMENT DE DROIT COMMUNAUTAIRE CONTRAIGNANT EN VUE DE SON ADOPTION AVANT LA FIN DE L'ANNEE.

ENFIN, SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN MEDITERRANEE, PRIORITAIRE DANS LE 3EME PROGRAMME D'ACTION, M. NARJES A PRECISE QUE CES THEMES SERONT TRAITES DANS LE CADRE DU PROGRAMME CONCERTÉ MEDITERRANEEN ET DE LA COORDINATION POUR LA CONVENTION DE BARCELONE.

2. CONSEIL 'PECHE' (20.6)  
-----

LES MINISTRES SE SONT SEPARES DES LUNDI SOIR APRES UN PREMIER EXAMEN DES CAPTURES POUR 1983. LE GROUPE AD HOC DES DIRECTEURS GENERAUX A ETE CHARGE DE TROUVER UN COMPROMIS ACCEPTABLE PAR TOUTES LES DELEGATIONS SUR LA BASE DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION QUI COLLABORERA D'AILLEURS ACTIVEMENT AUX TRAVAUX DU GROUPE.

COMME IL EST DE TRADITION DANS UN PREMIER ROUND DE NEGOCIATIONS, TOUTES LES DELEGATIONS CONCERNEES PAR LES TAC ET QUOTAS ONT EXPRIME LEUR INSATISFACTION AU SUJET DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION CONCERNANT LA FIXATION, POUR CERTAINS STOCKS DE POISSONS, DES TOTAUX ADMISSIBLES DES CAPTURES POUR 1983, DE LA PART DE CES CAPTURES ATTRIBUEE A LA COMMUNAUTE ET DE LA REPARTITION DE CETTE PART ENTRE LES ETATS MEMBRES.

LE CONSEIL A EGALEMENT EXAMINE LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION CONCERNANT CERTAINES MESURES TECHNIQUES DE CONSERVATION AINSI QUE CERTAINES MESURES STRUCTURELLES. IL A ABORDE LE PROBLEME DE LA PECHE AU CABILLAUD DANS LES EAUX DU GROENLAND ET PASSE EN REVUE LES RELATIONS EN MATIERE DE PECHE AVEC LES PAYS TIERS.

LE CONSEIL A ADOPTE LA REPARTITION DES QUOTAS DE CAPTURES DANS LES EAUX DE PAYS TIERS : NORVEGE, SUEDE ET ILES FEROE.

IL SE REUNIRA A NOUVEAU SI POSSIBLE LES 11 ET 12 JUILLET

2.3 CONSEIL 'SIDERURGIE' (21.6)  
-----

LES MINISTRES, QUI N'ONT EXAMINE QUE LE DOSSIER SUR LA PROROGATION DU REGIME DES QUOTAS DE PRODUCTION DE L'ARTICLE 58 CECA, ONT CONSTATE QU'ILS NE LEUR ETAIT PAS POSSIBLE DE PRENDRE UNE DECISION, DANS L'ATTENTE NOTAMMENT DES DECISIONS QUE LA COMMISSION DOIT PRENDRE SUR LES PROGRAMMES DE RESTRUCTURATION.

UN CONSENSUS S'EST DEGAGE POUR QUE LA FUTURE DECISION DE LA COMMISSION REPONDE AUX CRITERES SUIVANTS : TRANSPARENCE, CONTROLES EFFICACES, POIDS EQUITABLE DES SACRIFICES MUTUELS. EN FAIT, IL N'Y A PAS EU DE REELLE DISCUSSION PUISQU'AUCUNE DELEGATION N'A

CONTESTE LES PROPOS JUS PAR M. DAVIGNON QUI A PPELE QUE LA SITUATION DE CRISE MANIFESTE DEMEURE. IL A SOULIGNE QUE LE DISPOSITIF ANTI-CRISE COMPORTE 3 VOLETS INDISPENSABLES : QUOTAS DE PRODUCTION ET MESURES CONNEXES, RESTRUCTURATION, MESURES SOCIALES ET CONFIRME QUE LA COMMISSION SE PRONCERA AVANT LE 30 JUIN SUR LES PROGRAMMES. LE CONSEIL A DONNE SON AVIS CONFORME POUR LA PROROGATION JUSQU'AU 31 JUILLET ET SE REUNIRA A NOUVEAU LE 25 JUILLET.

#### 2.4 CONSEIL 'MARCHÉ INTERIEUR' (21.6)

---

LE CONSEIL N EST ARRIVE A AUCUNE DECISION ET LA SESSION DOIT ETRE QUALIFIEE D'ECHEC, D'AUTANT PLUS CUISANT QUE L'ORDRE DU JOUR AVAIT ETE LIMITE DELIBEREMENT AUX QUESTIONS ESSENTIELLES AYANT BENEFICIE D'UNE PREPARATION INTENSIVE ET QUE LES ACCORDS QUI S'ETAIENT DESSINES AU NIVEAU DU COREPER ONT ETE MIS EN CAUSE, ALORS QUE LE CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART VENAIT D'INVITER LE CONSEIL A REGLER LE PLUS GRAND NOMBRE POSSIBLE DE QUESTIONS CONCERNANT LE MARCHÉ INTERIEUR AINSI QUE LA QUESTION EGALEMENT IMPORTANTE DU RENFORCEMENT DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE COMMERCIALE.

A UNE EXCEPTION PRES, CES ECHECS ONT POUR POINT COMMUN LE REFUS, VARIABLE SELON LES CAS, DE DONNER DES POUVOIRS D'EXECUTION A LA COMMISSION.

UN ACCORD N'ETANT PAS POSSIBLE SUR LES DEUX QUESTIONS-CLES (CERTIFICATION PAYS TIERS, NOUVEL INSTRUMENT DE POLITIQUE COMMERCIALE) IL ETAIT IMPOSSIBLE A FORTIORI DE TROUVER UN ACCORD SUR L'ENSEMBLE.

LA DECISION RELATIVE AU DEVELOPPEMENT TRANSNATIONAL DE L'INFRASTRUCTURE D'ASSISTANCE A L'INNOVATION ET AU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES A FAIT L'OBJET D'UN ACCORD UNANIME DU CONSEIL, MAIS L'ACCEPTATION A ETE SUSPENDUE A LA DEMANDE DE M. NARJES QUI N'A PU ACCEPTER LE PROCESSUS DE DESIGNATION DES BENEFICIAIRES DE SUBVENTIONS.

LE CONSEIL A ADOPTE LA DIRECTIVE SUR L'AMIANTE.

#### 2.5 CONCURRENCE : ACCORDS DE DISTRIBUTION ET D'ACHAT

---

LA COMMISSION A ADOPTE DEUX REGLEMENTS D'EXEMPTION PAR CATEGORIE QUI CONCERNENT LES ACCORDS DE DISTRIBUTION EXCLUSIVE ET D'ACHATS EXCLUSIFS. CES TEXTES REMPLACERONT A PARTIR DU 1ER JUILLET LE REGLEMENT ANTERIEUR DE LA COMMISSION QUI ETAIT D'APPLICATION DEPUIS 1967.

LES ACCORDS D'EXCLUSIVITE ONT UNE GRANDE IMPORTANCE DANS LE COMMERCE. IL EN EXISTE UN GRAND NOMBRE ET ILS REGLENT LES RELATIONS ENTRE FABRICANTS, GROSSISTES ET DETAILLANTS OU ENCORE ENTRE FOURNISSEURS ET DISTRIBUTEURS. LES ACCORDS D'ACHAT EXCLUSIF ENTRE BRASSERIES ET DEBITS DE BOISSONS AINSI QUE ENTRE FIRMES PETROLIERES ET STATIONS SERVICE FONT L'OBJET DE DISPOSITIONS SPECIALES EN RAISON DE LEURS CARACTERISTIQUES ORIGINALES. LE BUT DU REGLEMENT EST D'EXEMPTER GLOBALEMENT CES ACCORDS DE L'INTERDICTION GENERALE DES ENTENTES STIPULEE PAR LE TRAITE POUR AUTANT QU'ILS N ABOUTISSENT PAS A DES SITUATIONS DE MONOPOLE OU A UN CLOISONNEMENT DES MARCHES. ILS DEVRONT DONC SATISFAIRE A UN CERTAIN NOMBRE DE CONDITIONS PRECISES.

### 3. ELARGISSEMENT

---

#### 3.1 ESPAGNE

---

THE 16TH MINISTERIAL SESSION OF THE NEGOTIATIONS WAS HELD IN LUXEMBURG ON THE 21ST JUNE. THE SPANISH DELEGATION WAS HEADED BY MR MARIN, SECRETARY OF STATE.

THE EUROPEAN COMMUN PRESENTED DECLARATIONS ( FISCHERIES, EXTERNAL RELATIONS (EEC), EXTERNAL RELATIONS (ECSC), TAXATION OF TOBACCO AND MONOPOLIES (CONCLUDING THE SUBJECT OF TAXATION AND THE TOBACCO MONOPOLY). THIS ALSO IMPLIES THE CLOSURE OF THE WHOLE TAXATION CHAPTER.

WITH REFERENCE TO PETROL MONOPOLY AND TO EXTERNAL RELATIONS IN TH DOMAIN OF QUANTITATIVE RESTRICTIONS TO THIRD COUNTRIES, AN APPRECIABLE PROGRESS HAS BEEN ACHIEVED.

THE 27TH DEPUTY LEVEL MEETING IS NOW SCHEDULED FOR FRIDAY 15TH JULY.

### 3.2 COOPERATION FINANCIERE ESPAGNE ET PORTUGAL

-----

LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' A DECIDE DE PROLONGER D'UN AN A COMPTER DU 1ER JUILLET LES AIDES CONSENTIES PAR LA BEI. LES PRETS, ACCORDES AUX CONDITIONS NORMALES, S ELEVENT A 100 MIO ECUS EN FAVEUR DE L'ESPAGNE ET A 75 MIO ECUS POUR LE PORTUGAL. ILS SERONT UTILISES POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS DANS LES DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES RETENUS JUSQU'ICI (INFRASTRUCTURES ET PME) ET NE DEVRONT PAS ETRE AFFECTES AUX SECTEURS AGRICOLES OU INDUSTRIELS SENSIBLES POUR LA COMMUNAUTE.

### 4. RELATIONS EXTERIEURES

-----

#### 4.1 COOPERATION POLITIQUE

-----

LE CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART A INCLUS DANS SES CONCLUSIONS DES PASSAGES RELATIFS A LA CSCE, POLOGNE, LE MOYEN-ORIENT ET L'AMERIQUE CENTRALE. CES TEXTES VOUS ONT ETIE TRANSMIS PAR VALISE.

PAR AILLEURS, LE CONSEIL EUROPEEN A DECIDE DE REPENDRE LA COOPERATION FINANCIERE AVEC ISRAEL. A LA REUNION DU COREPER DU 23 JUIN, IL A ETE PRECISE QUE CETTE DECISION VAUT LA NORMALISATION DES RELATIONS FINANCIERES AVEC ISRAEL. LA SIGNATURE DU DEUXIEME PROTOCOLE FINANCIER EST PREVUE POUR LE 24 JUIN.

(ATTENTION DIS : LA QUESTION DE LA TENUE EVENTUELLE D'UN CONSEIL DE COOPERATION N'A PAS ETE EVOQUEE. FIN DIS).

LES DIX ONT RENOUVELE, EN MARGE DE LA REUNION DU CONSEIL DU 21 JUIN, LEUR DEMANDE AU GOUVERNEMENT ARGENTIN DE CLARIFIER LE SORT DES PERSONNES DISPARUES EN ARGENTINE.

#### 4.2 CEE-US : COOPERATION FUSION THERMONUCLEAIRE

-----

LA COMMISSION PROPOSE AU CONSEIL DE NEGOCIER UN ACCORD DONT LE PRINCIPE A ETE EVOQUE AU COURS D'ENTRETIENS ENTRE LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON ET LE DR GEORGE KEYWORTH, CONSEILLER SCIENTIFIQUE DU PRESIDENT REAGAN. EN MARS DERNIER, LES AUTORITES AMERICAINES ONT FAIT SAVOIR A LA COMMISSION QU'ELLES ETAIENT PRETES A ENTAMER LES DISCUSSIONS.

LA COOPERATION DEVRAIT SE FAIRE NOTAMMENT AU MOYEN D'ECHANGES D'INFORMATIONS, DE REUNIONS D'EXPERTS, DE DETACHEMENTS DE PERSONNEL SPECIALISE ET DE LA PARTICIPATION DE CHAQUE PARTENAIRE A CERTAINES ETUDES, PROJETS ET EXPERIENCES MENES PAR L'AUTRE.

#### 4.3. VENTES DE BEURRES A L'UNION SOVIETIQUE

-----

LE RETOUR AU REGIME NORMAL DES RESTITUTIONS POUR LES EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS VERS L'URSS A PERMIS DE DELIVRER DES CERTIFICATS POUR L'EXPORTATION D'ENVIRON 30 000 TONNES DE BEURRE. CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS ARRETEES EN MARS DERNIER, LA COMMISSION SUIT DE TRES PRES L'EVOLUTION DES QUANTITES ET CONTROLE EFFICACEMENT LEUR DESTINATION.

#### 4.4. CHYPRE

LE CONSEIL DU 21 JUIN A APPROUVE LE CONTENU D'UN NOUVEAU PROTOCOLE FINANCIER A NEGOCIER AVEC CHYPRE ET DESTINE A PRENDRE LE RELAIS DU PROTOCOLE ACTUELLEMENT D'APPLICATION QUI VIENDRA A ECHEANCE A LA FIN DE 1983. LE NOUVEAU PROTOCOLE, QUI AURA UNE DUREE DE 5 ANS, SERA DE 44 MIO ECU, REPARTIS COMME SUIT :

- 28 MIO EN PRETS DE LA BEI
- 10 MIO DE DONS
- 6 MIO DE PRETS SPECIAUX.

PAR AILLEURS, EN CE QUI CONCERNE LES RELATIONS FUTURES ENTRE LA COMMUNAUTE ET CHYPRE, SUR LE PLAN COMMERCIAL, LE CONSEIL EST CONVENU D'ENTAMER L'EXAMEN DES PROPOSITIONS FAITES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DE LA DECISION DU CONSEIL D'ASSOCIATION CEE/CHYPRE DU 24 NOVEMBRE 1980 ET RELATIVES AU PASSAGE A LA DEUXIEME ETAPE DE L'ACCORD (UNION DOUANIERE).

#### 4.6. MALTE

LE CONSEIL A REPRIS L'EXAMEN DU CONTENU DU DEUXIEME PROTOCOLE FINANCIER A NEGOCIER AVEC MALTE. APRES UN ECHANGE DE VUES APPROFONDI QUI A PERMIS UN RAPPROCHEMENT DES POSITIONS, LE CONSEIL A CHARGE LE COREPER DE S'EFFORCER DE PARVENIR, A LA LUMIERE DES DECLARATIONS INTERVENUES, A UN ACCORD SUR CETTE QUESTION SI POSSIBLE AVANT LA FIN DU MOIS.

#### 4.7. ACP-CEE : PREPARATION MANDAT (OJ CONSEIL AG)

LE CONSEIL A EU UN ECHANGE DE VUES SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX D'ELABORATION DU MANDAT DE NEGOCIATION ET NOTAMMENT SUR L'ORIENTATION A DONNER A LA NOUVELLE CONVENTION PAR RAPPORT A LOME II. LE COREPER A ETE CHARGE D'ORGANISER LES TRAVAUX DE FACON A PERMETTRE L'ADOPTION DU MANDAT PAR LE CONSEIL LE 18 OU 19 JUILLET PROCHAIN. EN CONCILIANT LES IMPERATIFS DU DEVELOPPEMENT ET LE SOUCI DE CONTINUTE DE L'ACQUIS DE LOME.

#### 4.8. AIDE ALIMENTAIRE 1983

LE CONSEIL 'AFFAIRES ETRANGERES' A DECIDE (SOUS RESERVE D'UN AVIS DU PARLEMENT) LES QUANTITES DE PRODUITS A FOURNIR AU TITRE DE L'AIDE ALIMENTAIRE EN 1983 AINSI QUE LES PAYS SUSCEPTIBLES DE BENEFICIER DE CES AIDES.

IL S'AGIT EN L'OCCURENCE DE :

- 1 043 000 TONNES DE CEREALES,
  - 150 000 TONNES DE LAIT EN POUDRE,
  - 36 500 TONNES DE BUTTEROIL,
  - 16 086 TONNES DE SUCRE,
  - 6 150 TONNES D'HUILESVEGETALES,
  - PRODUITS DIVERS (POISSONS, LEGUMES SECS, ETC.)
- POUR UN MONTANT DE 23 MECU.

IL FAUT NOTER QUE PAR RAPPORT AUX ANNEES PRECEDENTES UN ACCENT PARTICULIER EST MIS EN 1983 SUR LA FOURNITURE DE PRODUITS AUTRES QUE LES CEREALES ET LES PRODUITS LAITIERS.

#### 4.9. PNUE : ECHANGE DE LETTRES

DEPUIS 1972, ANNEE DE LANCEMENT DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT, LA COMMISSION A ENTRETENU DES RELATIONS ETROITES ET REGULIERES AVEC CETTE ORGANISATION ET A PARTICIPE AUX SESSIONS DE SON CONSEIL D'ADMINISTRATION. CE MARDI, UN ET M. THORN, A EU LIEU AFIN D'ETENDRE ET DE RENFORCER L'ACTUEL SYSTEME DE COOPERATION DANS LE BUT DE MIEUX ORIENTER LES ACTIVITES EXISTANTES ET REALISER D'UNE MANIERE PLUS EFFECTIVE DES OBJECTIFS COMMUNS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, NOTAMMENT DANS LE CADRE DES PLANS D'ACTION POUR LA MER MEDITERRANEE ET POUR LA MER DE LA REGION CARAIBES. CETTE COOPERATION PORTE SURTOUT SUR LA POLLUTION MARINE, Y COMPRIS LES DEVERSEMENTS DE PETROLE, ET

SUR LES PROBLEMES D'ENVIRONNEMENT DUS A L'EXPANSION DES ACTIVITES HUMAINES.

#### 4.10. OPAEP

UNE DELEGATION DE L'ORGANISATION DES PAYS ARABES EXPORTATEURS DE PETROLE (OPAEP), SOUS LA CONDUITE DE M. AL WATTARI, SECRETAIRE GENERAL ADJOINT, A RENCONTRE LE 23 JUIN, A BRUXELLES, LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON.

6  
LA DELEGATION A EU SERIE D'ENTRETIENS AVEC 3 FONCTIONNAIRES DE LA COMMISSION. LES ECHANGES DE VUES ONT PORTE EN PARTICULIER SUR LES POLITIQUES ET ACTIONS COMMUNAUTAIRES EN MATIERE DL PETROLE ET DE GAZ NATUREL, D'ECONOMIES D'ENERGIE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT, DES PROJETS DE DEMONSTRATION, DE PROGRAMMATION ENERGETIQUE, DE STATISTIQUES ET DE BASES DE DONNEES. LES ACTIVITES DE LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT ONT EGALEMENT FAIT L'OBJET DE LA DISCUSSION.

CES RENCONTRES FONT PARTIE D'UN PROGRAMME DE COOPERATION DECIDE A L'OCCASION DE LA VISITE DE M. AUDLAND, A KOWEIT, AU MOIS DE NOVEMBRE 1982.

LA VISITE SERA SUIVIE D'UNE REUNION A HAUT NIVEAU ENTRE L'OPAEP ET LA COMMISSION QUI DEVRAIT AVOIR LIEU A BRUXELLES VERS LA FIN NOVEMBRE.

#### 4.11. CNUCED VI

##### A) FONDS COMMUN

LE CRP A CONSTATE UN ACCORD SUR LA QUESTION DU FINANCEMENT DES CONTRIBUTIONS DE CERTAINS PVD AU FONDS COMMUN : L'OFFRE NE CONCERNE QUE LES TROIS PMA ENVISAGES PAR LA COMMISSION (SAO TOME E PRINCIPE, TOGO, GUINEE EQUATORIALE).

##### B) STABILISATION DES RECETTES

EN DEPIT DE PROGRES DANS LA DEFINITION D'UNE POSITION COMMUNE, LES PROBLEMES ONT ETE RENVOYES A LA COORDINATION A BELGRADE.

#### 4.12. FAIM DANS LE MONDE

LE COREPER A MARQUE SON ACCORD SUR LE PROGRAMME SPECIAL 1983/84 DE LUTTE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE (50 MECUS)

SUR LA BASE DU SCHEMA FINAL TEL QU'IL RESULTE DES TRAVAUX DU CONSEIL ''DEVELOPPEMENT'' DU 14 JUIN IL A ETE PRECISE NOTAMMENT QU'EN RAISON DU CARACTERE EXPERIMENTAL DU PROGRAMME 1983/84, LE CONSEIL DELIBERERA EN TEMPS UTILE D'UNE POURSUITE EVENTUELLE DES ACTIONS.

#### 5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

##### 5.1 DECLARATION DE STUTTGART SUR L'UNION EUROPEENNE

LES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT ET LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES DIX ONT SIGNE LA DECLARATION SOLENNELLE SUR L'UNION EUROPEENNE.

LA DECLARATION VISE ENTRE AUTRES A RENFORCER ET A ELARGIR LA COOPERATION POLITIQUE ENTRE LES ETATS MEMBRES. SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL, LA DECLARATION PRECISE LE ROLE DU CONSEIL EUROPEEN ET SOULIGNE LA NECESSITE DE FACILITER LA PRISE DE DECISION, AU SEIN DU CONSEIL, PAR UN RECOURS ACCRU A L'ABSTENTION.

PAR SUITE DE DIVERGENCES SUR LA PORTEE DU ''COMPROMIS DE LUXEMBOURG DE 1966'', PEU DE PROGRES ONT ETE FAITS EN MATIERE DE VOTE A LA MAJORITE. EN CE QUI CONCERNE LE RENFORCEMENT DES POUVOIRS DU PARLEMENT EUROPEEN, LE DANEMARK A MAINTENU UNE RESERVE A L'EGARD DE DEUX POINTS : ELARGISSEMENT ET RENFORCEMENT DE LA PROCEDURE DE CONCERTATION LEGISLATIVE ET CONSULTATION DU BUREAU ELARGI DU PARLEMENT EUROPEEN AVANT LA DESIGNATION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN